Prier pour la paix en Israël et Palestine

Plusieurs Églises membres du Défap, la Fédération protestante de France et de nombreuses organisations chrétiennes et œcuméniques appellent à l'apaisement face à la reprise des violences en Israël et en Palestine.



© Albin Hillert / COE

L'Église protestante unie de France est en communion de prière avec les frères et sœurs chrétiens en Israël et en Palestine.

Elle relaie :

- La déclaration de l'Église évangélique luthérienne de Jordanie et de Terre Sainte

- L’appel à la désescalade des responsables ecclésiaux en Terre Sainte
- L’appel à la paix et la justice de la Communion mondiale d’Églises réformées
- L’appel au Cessez-le-feu du Conseil œcuménique des Églises

L’Église protestante unie de France joint sa voix à celle de toutes les personnes qui condamnent les actes terroristes. Elle joint sa voix à celle de toutes les personnes qui veulent construire la paix. Avec elles, elle affirme que ce n’est pas la violence qui apportera la victoire et que la non-violence est une force puissante pour la vie et la justice.

Prière pour la paix en Israël et Palestine

À Dieu montent les cris de celles et ceux qui souffrent, qui pleurent un être aimé, qui cherchent un proche.
À Dieu montent les pleurs de terreur, de douleur, d’angoisse.
À Dieu monte la révolte devant la barbarie et l’inhumanité.
À Dieu monte la colère devant l’humiliation et le refus des droits des humains.
À Dieu monte le désespoir devant la course vers l’abîme, l’embrasement du conflit, la contagion de la haine.

Seigneur, entends ces cris, ces pleurs, ces sentiments mêlés, ces élans contraires.
Vers toi Seigneur nous nous tournons : tu sais le sentiment d’impuissance qui écrase, le sournois désir de vengeance qui rôde, le poison de la violence qui contamine.

Seigneur, nous déposons tout cela devant toi.
Ouvre, à travers l’horreur, le chemin de la vie et de la justice, de la réconciliation et de la paix.
Raffermis et encourage les artisans de paix, de dialogue et de modération.
Permets que les colombes échappent aux faucons.

Toi qui, en Jésus le Christ, a ouvert le chemin de la vie à

travers la mort, ouvre aujourd'hui un chemin de vie pour tous les habitants d'Israël et de Palestine, les juifs, les chrétiens, les musulmans, les athées…

Fais de nous des ouvriers de paix, aussi faibles et impuissants que nous sommes. Montre-nous les gestes et les actes à mettre en œuvre aujourd'hui, là où nous sommes, pour construire une paix dans la justice.

Amen



© *David Tomaseti / Unsplash*

L'UEPAL invite ses paroisses à porter la situation en Israël dans la prière

L'UEPAL s'associe sans réserve aux condamnations des terribles actes de violence déclenchés le 7 octobre dernier par le Hamas en Israël, en particulier les prises d'otage. L'UEPAL s'associe dans ce sens au communiqué de la Fédération protestante de France (FPF), apportant « son soutien fraternel

à la communauté juive de France, ainsi qu'à toutes les familles endeuillées.

Dans le même esprit, elle renvoie à la déclaration faite le samedi 7 octobre par l'évêque de l'Église évangélique luthérienne de Jordanie et de Terre Sainte, Sani-Ibrahim Azar. Celui-ci rappelle que ces événements terribles se situent malheureusement sur un arrière-plan plus large et plus ancien et que la paix ne peut exister sans justice.

L'UEPAL invite ses paroisses à porter cette situation dans la prière, de sorte que de ce terrible malheur puisse germer un espoir de paix dans la justice.

Le conseil restreint de l'UEPAL



© *FPF*

La FPF condamne fermement les attaques du Hamas contre Israël

La Fédération Protestante de France exprime son effroi et sa ferme réprobation des récentes attaques perpétrées par le

Hamas contre Israël. Ces actes de violence relevant du terrorisme et d'une inhumanité inouïe ont des conséquences dévastatrices et exacerbent les tensions dans la région pour des décennies.

La Fédération Protestante de France tient à rappeler son engagement en faveur de la paix, de la justice et de la réconciliation. Elle affirme l'inaliénable dignité de chaque être humain, quelle que soit sa nationalité, sa religion ou son origine ethnique. Dans cette perspective, elle exhorte toutes les parties impliquées à faire preuve de retenue, à renoncer à la violence et à rechercher des solutions pacifiques pour résoudre les conflits en cours.

Elle appelle la communauté internationale à se ressaisir pour jouer un rôle actif dans la promotion du dialogue et de la médiation, afin de mettre un terme à la spirale de la violence qui inflige tant de souffrances pour les civils innocents.

Elle apporte son soutien fraternel à la communauté juive de France, ainsi qu'à toutes les familles endeuillées, exprimant sa solidarité dans ces moments tragiques.

La Fédération Protestante demande la libération immédiate de toutes les personnes kidnappées. Elle appelle à porter dans la prière toutes les familles des victimes, quelle que soit leur appartenance, de même que les otages et leurs proches aujourd'hui plongés dans l'angoisse. Elle réaffirme avec détermination son engagement pour la promotion de la justice, de la paix et de la fraternité, soutenant toutes les initiatives visant à réaliser ces objectifs.

Paris, le 9 octobre 2023

Pasteur Christian Krieger
Président de la Fédération protestante de France



© *Albin Hillert / COE*

Le COE lance un appel urgent pour un cessez-le-feu immédiat en Israël et en Palestine

«Le Conseil œcuménique des Églises lance un appel urgent pour mettre immédiatement un terme à cette violence meurtrière, pour que le Hamas cesse ses attaques et demande aux deux parties de désamorcer la situation», a déclaré le secrétaire général du COE, le pasteur Jerry Pillay. «Nous redoutons vivement que le conflit entre les groupes armés israéliens et palestiniens ne dégénère et craignons les conséquences inévitablement tragiques pour les populations de la région, tant israélienne que palestinienne, après une période d'exacerbation des tensions et de la violence en Cisjordanie et à Jérusalem.»

Et Pillay d'ajouter: «Les attaques en cours n'engendreront que plus de violence, elles ne sauraient ouvrir une voie vers la paix ou la justice.»

«Nous exhortons toutes les Églises membres du COE à se joindre en prière pour une paix juste sur la terre qui a vu naître le Christ, en solidarité avec toutes les personnes touchées et menacées par la violence», a-t-il conclu.

Maroc : appel à la générosité après le séisme

Le Défap offre trois bourses pour suivre une formation de cinq mois au Maroc, à Rabat, dans le cadre du certificat Al Mowafaqa. Peuvent être concernés aussi bien des pasteurs ou des étudiants que toute personne intéressée par le dialogue interreligieux.

La Communauté des Églises protestantes francophones accueillie au Défap

Du jeudi 24 au samedi 26 août 2023, l'Assemblée générale de la Communauté des Églises protestantes francophones s'est tenue dans les locaux du Défap, au 102 boulevard Arago, à Paris.



Les participants à l'AG 2023 de la Ceeefe © DR

C'est la première et la plus ancienne association protestante d'expression francophone : la création de la Ceeefe remonte au 4 juillet 1903. Elle a été constituée sous la IIIe République, au temps des colonies. Elle avait alors pour titre : « Association pour le Maintien et le Développement du Culte Protestant dans les Colonies Françaises et Pays de Protectorat Français ». Puis, au fil du XXe siècle, cette association loi 1901 a changé de titre à quatre reprises, au gré des mutations progressives de l'empire colonial français, pour en arriver à prendre le nom de Commission des Églises Évangéliques d'Expression Française à l'Extérieur (d'où l'acronyme de Ceeefe encore en vigueur aujourd'hui), avant qu'une réforme de ses statuts en août 2009 ne change son nom en « Communauté d'Églises Protestantes Francophones », membre associé de la Fédération Protestante de France. Elle est constituée d'Églises qui revendiquent l'identité protestante et qui utilisent la langue française hors du territoire métropolitain.



Vue de l'AG 2023 de la Ceeefe dans la chapelle du Défap © DR

Mais si la Ceeefe, sous sa forme institutionnelle, existe depuis le tout début du XXème siècle, son origine remonte en

fait à des racines bien plus anciennes : en 1685, à la révocation de l'Edit de Nantes, de nombreux huguenots vont chercher refuge à l'étranger. Expatriés, ils rejoignent alors les églises nationales pour y vivre leur foi. Mais certains créent sur place des Églises d'expression française, dont certaines existent encore aujourd'hui. Elles constituent le noyau de ce réseau d'Églises francophones, auxquelles sont venues s'ajouter par la suite des Églises du Maghreb (Algérie, Maroc, Tunisie), du Liban, de Djibouti ; des Églises des départements d'outre-mer (DOM), Antilles, Guyane, Réunion ; des Églises protestantes nées de l'immigration ancienne ou plus récente composées de protestants de langue française vivant à l'étranger, comme aux États-Unis, dans les pays arabes (Égypte) et en Israël.

Des liens étroits avec le Défap

Aujourd'hui, la Ceeefe regroupe plus de 40 Églises protestantes dans le monde et se veut, selon le mot de son président, le pasteur Christian Seytre, « un kaléidoscope de l'Église universelle. Dans ses paroisses on trouve des membres de plusieurs nationalités différentes, venant d'Afrique, d'Asie, des Amériques et d'Europe, qui ont des origines ecclésiales variées : réformées, luthériennes, méthodistes, baptistes, évangéliques, pentecôtistes ou charismatiques. La liturgie et la vie de ces paroisses s'inscrivent dans une optique luthéro-réformée, ouverte à différentes expressions de la foi. » Elle favorise les contacts avec des Églises locales sur divers continents, lors de voyages professionnels ou touristiques. Elle aide aussi, dans la mesure de ses moyens, à la formation des pasteurs et des responsables, et participe à la réalisation concrète de projets locaux à dimension diaconale.



Vue de l'AG 2023 de la Ceeefe © DR

Pour en savoir plus sur la Ceeefe, réécoutez ci-dessous cette interview de son président Christian Seytre sur Fréquence

protestante :

Les Églises protestantes francophones dans le monde : une communauté très diverse

Animateur : Anne-Marie Delaugère

Émission : Ciel mon temple, du 10 juin 2022 sur Fréquence Protestante

Entre la Ceeefe et le Défap, il existe des liens réguliers : une partie significative des Églises membres de cette communauté francophone sont des partenaires du Service protestant de mission, qui peut leur assurer un appui administratif notamment au niveau des postes pastoraux. Certains projets d'Églises, comme la rénovation du temple de Djibouti (un chantier au long cours, qui a pris près d'une dizaine d'années), ont été rendus possibles par une collaboration étroite Défap/Ceeefe. Depuis l'année 2018, cette proximité a trouvé une nouvelle traduction visible, puisque c'est désormais le Défap qui accueille l'Assemblée Générale annuelle de la Ceeefe.

En cette année 2023, les délégués de la quarantaine de paroisses francophones représentées au sein de la Ceeefe, qui vont de Los Angeles à Beyrouth et de Stockholm à l'île de la Réunion, se sont ainsi retrouvés pour trois jours au siège du Défap, du jeudi 24 au samedi 26 août. Outre l'aspect institutionnel et les nouvelles de la communauté, une Assemblée générale de la Ceeefe est aussi un temps de partage spirituel, et d'échanges sur des problématiques communes. Cette AG 2023 a ainsi été l'occasion de travaux de groupes et de réflexions sur la parole des Églises dans l'espace public, un sujet abordé très différemment selon les pays et les contextes culturels, mais qui n'en reste pas moins un thème sensible dans de nombreuses sociétés.

Stefanie et la lutte contre la désertification en Tunisie

Stefanie est une envoyée « portée » du Défap : elle effectue une mission de VSI au sein de l’association Abel Granier et de l’ATAE (Association Tunisienne d’Agriculture Environnementale). Il s’agit d’aider des agriculteurs menacés par le manque croissant d’eau et la désertification à adapter leurs pratiques, leurs cultures et leurs usages de l’eau pour rendre à nouveau fertiles des terres épuisées.



Stefanie et la lutte contre la désertification en Tunisie

Télécharger son témoignage

► Retour au sommaire de la rubrique « Témoignages »

Maïeul Rouquette, servir par les livres et la théologie

Maïeul Rouquette, directeur de la CLCF (Centrale de littérature chrétienne francophone), basée à Strasbourg, évoque dans cet entretien réalisé pour la Fédération protestante de France son travail et les engagements qui le portent. La CLCF a été fondée par le Défap et son homologue suisse, DM, il y a exactement trente ans.



Maïeul Rouquette (deuxième en partant de la droite) lors d'un déplacement au Cameroun © Maïeul Rouquette / CLCF

La Centrale de Littérature Chrétienne Francophone (CLCF) fête ses 30 ans ! Cette association protestante cherche à soutenir les bibliothèques de théologie par des dons de livres et des formations. En effet, dans certains pays, les bibliothèques

ont du mal à se procurer certains ouvrages, pour des questions de coût ou d'accès. Cette démarche dit, en creux, l'importance que représente la théologie pour les Églises et la société.

Entretien avec **Maïeul Rouquette, docteur en théologie et directeur de la CLCF**, qui revient sur ce que lui a apporté son propre parcours en théologie. Il partage les raisons qui l'ont poussé à s'engager dans cette mission, notamment un intérêt marqué pour la solidarité internationale. Maïeul Rouquette nous parle également de l'importance de faire connaître les théologies venant des pays du sud, pour que la CLCF contribue à l'ouverture vers d'autres cultures et vers d'autres façons de penser Dieu.

Ce que fait la CLCF

La Centrale de Littérature Chrétienne Francophone est à la jonction entre les milieux protestants et universitaires de France, de Suisse et de nombreux pays. On retrouve ainsi dans son conseil d'administration Philippe Wasser, représentant de DM et Claire-Lise Lombard, représentante du Défap. La CLCF a une vocation humanitaire : elle appuie la formation théologique et pastorale et représente un service d'entraide à l'intention d'environ 170 institutions de formation théologique. Elle soutient aussi directement les étudiants en théologie. Le champ d'action de la CLCF est large : il couvre en effet l'Océan Indien (Madagascar, Réunion, Maurice), toute l'Afrique centrale et l'Afrique de l'Ouest, le Pacifique

(Polynésie française, Nouvelle Calédonie, Fidji) et les Caraïbes. Avec des croisements réguliers avec les activités du Défap : c'est ainsi qu'en Haïti, elle a pu agir sur le terrain via le Défap et la Plateforme Haïti, créée par la Fédération Protestante de France en 2008. On la retrouve aussi, à un moindre degré, dans d'autres pays pas toujours considérés comme francophones, mais où l'on lit et l'on parle du français, comme le Liban.

Un premier service de la CLCF a été mis en place dès 1983 à l'initiative des différents services missionnaires d'Églises protestantes de France (le Défap) et de Suisse romande (DM-échange et mission) pour aider à équiper en livres les instituts théologiques francophones, dans un contexte où les fonds d'ouvrages et de revues manquaient dans les bibliothèques en langue française, en particulier faute de moyens suffisants. Il s'agissait de récupérer revues et ouvrages de théologie dans le Nord et trouver les moyens de les acheminer dans le Sud. Avec des défis logistiques certains : en 2014, ce sont ainsi plus de deux tonnes de revues de théologie qui ont été données par l'Église protestante de Genève, suite à la fermeture du Centre Protestant d'Études de Genève.



Des ouvrages reçus par la CLCF et qui doivent être triés avant d'être envoyés vers des bibliothèques d'Afrique, des Caraïbes ou du Pacifique… © CLCF

Aujourd'hui présidée, depuis l'automne 2015, par la pasteure Claire-Lise Oltz-Meyer (anciennement en poste à Madagascar), la CLCF a su diversifier ses activités au fil du temps, se dotant d'une centrale d'achat, ainsi que d'un service de conseil et de formation en bibliothéconomie. Ce service organise régulièrement des sessions de formation intensive, avec l'aide d'équipes locales. On trouve ainsi à Madagascar la Fabim, la Formation des Auxiliaires de Bibliothèque. Elle propose des formations d'auxiliaire de bibliothèque sur toute l'île et elle supervise le développement des bibliothèques sur une douzaine de campus. On trouve aussi au Cameroun la FibY, la Formation Intensive des Bibliothécaires à Yaoundé, qui après avoir proposé des sessions de formation, s'est étoffée

avec un réseau de mutualisation des informations (le Ridoc) et une tournée des bibliothèques. La plus récente de ces équipes locales, la Fabao, la Formation des Auxiliaires de Bibliothèque en Afrique de l'Ouest, propose une formation intensive d'auxiliaires de bibliothèque, ainsi que des visites des bibliothèques dans son champ géographique.

Tunisie : la solidarité face aux tensions

Depuis les propos incendiaires du président tunisien dénonçant les migrants subsahariens, les tensions ont brusquement augmenté, avec de véritables chasses à l'homme dans certaines villes, mais aussi des manifestations contre le racisme. L'Église Réformée de Tunisie, avec laquelle le Défap est en lien et qui accueille de nombreux migrants et étudiants subsahariens, s'efforce d'aider ceux qui craignent désormais de sortir dans la rue.



Une réunion des paroissiens de l'Église Réformée de Tunisie © ERT

« Il y a un climat de méfiance dans le pays : on sent de la peur chez les Subsahariens, et de la peur chez les Tunisiens. Dans la rue, les regards ont changé. Mais il y a aussi des gens qui montrent de la compassion ; certains qui m'abordent pour me dire des paroles de soutien… Des commerçants qui nous proposent de la farine, et c'est d'autant plus précieux quand on sait les pénuries que connaît le pays… » Depuis le discours du président tunisien Kaïs Saïed dénonçant un complot qui aurait pour but de remplacer la population tunisienne par des migrants subsahariens, Freddy a vu la situation se tendre brusquement : des violences ont éclaté, de véritables chasses à l'homme ont été lancées contre les migrants. Des manifestations ont aussi été organisées pour dénoncer le racisme. Mais le président tunisien n'est pas revenu sur ses propos. Ils ont même été légitimés ou amplifiés par certains responsables tunisiens, comme le ministre des Affaires étrangères, Nabil Amar. Ou comme l'ambassadeur de Tunisie au

Congo : « Il est allé propager des rumeurs horribles, parlant de migrants qui seraient descendus dans les rues de Sfax avec des machettes, qui auraient tué une femme, relate Freddy. C'est absolument sans fondement, personne n'a trouvé trace d'un tel fait-divers. »

Freddy est pasteur de l'Église Réformée de Tunisie, avec laquelle le Défap entretient une longue histoire : fondée par un missionnaire de la SMEP il y a plus de 130 ans, et longtemps fréquentée principalement par des Français, des Suisses, des Belges, des Américains ou des Anglais, elle a vu sa sociologie se transformer profondément au tournant des années 2000 avec le développement de l'immigration subsaharienne. Freddy en est lui-même une illustration, puisqu'il est né en République démocratique du Congo. Migrants ou étudiants subsahariens sont nombreux à fréquenter les cultes dominicaux. En temps ordinaire, du moins. Car depuis les déclarations de Kaïs Saïed, ils n'osent plus sortir dans la rue. « Dimanche dernier, il n'y en avait que quelques-uns au culte », témoigne une volontaire européenne qui travaille pour une association liée à l'Église.

Les propos incendiaires du président tunisien ne sont pourtant pas venus de nulle part. Ce dont ils témoignent, c'est de la fuite en avant d'un régime de plus en plus répressif, mais incapable de régler la crise économique et sociale dans laquelle s'enfonce le pays.

Les origines de la crise

Une inflation à plus de 10% et des pénuries quotidiennes : en Tunisie, on manque de lait, de farine, de viande, d'œufs, d'huile… L'impact de la guerre en Ukraine est bien présent : le prix des matières premières et notamment celui des céréales, utilisées pour nourrir le bétail, a grimpé en flèche depuis le début du conflit. Mais comme le reconnaît lui-même Samir Saïd, le ministre de l'Économie, cette guerre n'a fait qu'empirer une crise préexistante. Si la « révolution du

jasmin », en 2011, a provoqué le départ du président Zine el-Abidine Ben Ali et servi de facteur déclencheur au « printemps arabe », elle s'est aussi traduite par une décennie de croissance perdue dans une économie multipliant les facteurs de blocage et incapable de se réformer : entre 2011 et 2019, la croissance du produit intérieur brut est tombée à 1,7% en moyenne. Avec la guerre en Ukraine et la hausse des coûts de l'énergie, le pays peine désormais à boucler son budget et attend du Fonds monétaire international un prêt de 1,9 milliard de dollars, en échange d'un programme de réformes économiques drastiques.



Un culte de l'Église Réformée de Tunisie © ERT

Au-delà du chômage et des pénuries, les espoirs déçus de la révolution de 2011 ont aussi une traduction politique : en janvier dernier, le second tour des législatives a été marqué par une abstention de près de 90 %. Un désenchantement qui profite aux rhétoriques populistes comme celle de l'actuel

chef de l’État tunisien. Élu en 2019 à la faveur d’un vote qui avait marqué un rejet massif des élites sorties de la révolution tunisienne, Kaïs Saïed devait sa popularité à sa dénonciation de la corruption et à son image d’ascète et d’homme modeste. Depuis, l’homme a amorcé un net virage autoritaire, s’est attaqué à l’équilibre institutionnel issu de la Constitution de 2014 en s’octroyant les pleins pouvoirs constitutionnels, puis en bloquant les activités du Parlement avant de le dissoudre. En juillet 2022, il a fait adopter par référendum une nouvelle Constitution caractérisée par un pouvoir exécutif fort et faisant référence à l’islam comme source du droit. Parallèlement, les voix dissidentes étaient muselées. Les mesures de répression visant une opposition pourtant atone sont devenues de plus en plus fréquentes, les motifs les moins crédibles devenant prétextes à arrestations. Le week-end du 11 au 13 février a ainsi été marqué par une vague d’interpellations de personnalités proches de l’opposition, suscitant dès le lundi 14 les commentaires inquiets du haut-commissaire des Nations unies aux droits de l’homme, Volker Türk, « face à l’aggravation de la répression contre ceux qui sont perçus comme des opposants politiques ».

« L’épicier de notre quartier m’a donné six bouteilles de lait »

En désignant désormais les migrants subsahariens à la vindicte populaire, Kaïs Saïed joue la stratégie du pire. L’ancien président tunisien Moncef Marzouki a fustigé des propos « lamentables et irresponsables » dont l’impact « a été catastrophique ». L’Union africaine a dénoncé des « déclarations choquantes ». Mais les effets au quotidien risquent de durer. « Maintenant, il suffit d’avoir la peau noire pour risquer de se faire agresser dans la rue, témoigne Freddy. Même si on a des papiers en règle. Et même si on a la nationalité tunisienne ». Certains étudiants craignent aujourd’hui de rejoindre leur école pour suivre les cours, et risquent de ne pas pouvoir finir leur cursus. Quelques-uns ont

vu leur appartement visité et cambriolé. Freddy évoque aussi la situation de familles chassées du jour au lendemain par leur propriétaire, et qui se sont retrouvées à la rue en pleine nuit avec leurs enfants.

Face à ces tensions, l'Église tente de s'organiser. « On a apporté à manger à des étudiants qui n'osaient plus sortir », témoigne Freddy, qui ajoute, lucide : « Pour moi, ces propos du président, c'est destiné à distraire le peuple ». Mais beaucoup de Tunisiens qu'il rencontre n'en sont pas dupes : « L'épicier de notre quartier m'a donné six bouteilles de lait en pleine pénurie. On sent que des Tunisiens voudraient dire pardon aux Subsahariens pour les propos de leur président. »

Franck Lefebvre-Billiez

Liban : les enfants de la crise

Élèves en décrochage scolaire du fait des crises à répétition des écoles libanaises, enfants de familles syriennes ayant fui la guerre et qui n'ont jamais été scolarisés : ce sont quelques-uns des profils d'élèves accueillis dans l'école où travaille Noémie, envoyée au Liban par le Défap. Des enfants qui ont déjà vécu trop de choses, mais attachants malgré leurs difficultés à s'adapter aux attentes du milieu scolaire… Témoignage.



Noémie avec ses élèves © Safe Haven, Beyrouth

Quel est le cadre de votre mission ?

Noémie : Je suis actuellement VSI (Volontaire de Solidarité Internationale) au Liban, pour une mission de deux ans. Je suis co-envoyée par le Défap et un autre organisme protestant : Mena. Je suis enseignante de français dans un centre d'éducation pour enfants dits « à risque », qui n'ont pas accès à l'éducation dans de bonnes conditions.

Quels sont leurs profils ?

Il y a tout d'abord beaucoup d'élèves syriens. Un grand nombre de réfugiés sont arrivés de Syrie au cours des dix dernières années, et les familles n'ont pas toujours pu scolariser leurs enfants parce qu'il n'y avait pas de place dans les écoles ; ou alors, uniquement dans des écoles privées, qui sont payantes, et les frais de scolarité sont hors de portée de parents ayant fui la Syrie. Deux des classes sont pour des enfants plus âgés, dix ans ou plus, et qui n'ont jamais été scolarisés. C'est donc leur première année ; et le projet de ce centre, c'est de leur permettre d'entrer dans les apprentissages, en espérant qu'ils puissent rejoindre un circuit d'enseignement classique.

Un deuxième profil d'élèves que l'on trouve dans cette école : des enfants majoritairement libanais, qui sont scolarisés le matin dans des écoles publiques, et pour lesquels il faut faire du soutien scolaire. Comme le reste du pays, les écoles publiques sont en crise au Liban : elles ont été très souvent fermées ces dernières années suite aux troubles sociaux, à l'épidémie de Covid-19, à l'explosion du port de Beyrouth, aux nombreuses grèves… Du coup, les inégalités se sont creusées entre les enfants de familles qui avaient la possibilité d'aider leurs enfants dans leur scolarité, et les autres, qui ont très peu progressé dans leurs apprentissages. Or les cours se poursuivent comme si l'école n'avait jamais arrêté, les programmes n'ont pas évolué en fonction de toutes ces interruptions, et les attentes vis-à-vis des élèves ne prennent pas en compte le retard pris dans les cours : on pourra demander par exemple à des classes de primaire de lire

des textes en sciences… alors que les bases de la lecture ne sont pas maîtrisées.

Il y a aussi un programme pour les plus petits, destiné surtout à des enfants de réfugiés syriens qui risquent d'avoir du mal à entrer dans les apprentissages et à s'habituer à l'école. On leur apprend à tenir un crayon, on leur montre des livres, des albums… Il s'agit aussi de leur apprendre à suivre des consignes, écouter l'enseignante, travailler en groupe…

Quelles ont été vos premières impressions du Liban ?

Contradictoires. D'un côté, j'apprécie beaucoup l'accueil ; l'hospitalité est une valeur très importante… Spontanément, les gens m'invitent, ils ont envie de me faire découvrir leur culture. Ils se montrent honorés et touchés que je fasse l'effort d'apprendre l'arabe. Ils me font découvrir la gastronomie du pays. Mais d'un autre côté, on voit bien que tout le pays est en crise ; et ceux que j'interroge ont un regard assez pessimiste sur la situation de leur propre pays. Il est difficile pour eux de se projeter dans l'avenir. La pauvreté est visible dans les rues : des enfants mendient, trient des déchets…J'ai aussi rencontré des personnes âgées qui ont plus de 70 ans et qui doivent travailler, faute de système de retraite. Ça fait mal au cœur.



Élèves de l'école où travaille Noémie © Safe Haven, Beyrouth

Et vos premières impressions du lieu où se déroule votre mission ?

À mon arrivée, j'ai été d'emblée immergée dans la culture locale. Au quotidien, mes collègues parlent arabe : j'ai dû m'adapter, même si je manque encore de maîtrise de la langue. Mais j'ai été aidée jour après jour, on m'a tout expliqué du fonctionnement de l'école.

Pendant tout le mois de décembre, j'étais en phase de découverte : j'ai pu voir comment travaillaient les autres enseignants, donner des coups de main, faire connaissance avec les enfants… C'était une période assez festive : au début du mois, on fête la Sainte-Barbe – une tradition importante dans la culture libanaise. Ensuite, il y a eu Noël. C'était un bon contexte pour apprendre à connaître les élèves.

Puis, au mois de janvier, j'ai vraiment commencé à enseigner après avoir vu, en concertation avec la directrice, sur quels projets je pouvais m'impliquer. J'anime donc, le matin, un atelier d'initiation au français pour les élèves des deux classes de maternelle ; et l'après-midi, je fais de l'aide aux devoirs. J'ai aussi commencé à enseigner les maths dans une des classes destinées aux élèves plus âgés qui n'ont jamais été scolarisés. Ce qui présente quelques difficultés : d'abord, bien sûr, il faut que je maîtrise les nombres en arabe ; ensuite, et c'est le principal défi, ces enfants qui ne sont jamais allés à l'école ont des niveaux très hétérogènes, et aucune habitude de ce qui est attendu des élèves. Ils ont du mal à rester assis, à tenir un crayon, à se repérer dans le temps (ils peuvent confondre les jours de la semaine ou les mois du calendrier)… C'est donc par là que j'ai commencé : leur apprendre à se repérer dans un calendrier. Puis je me suis mis à reprendre les bases en mathématiques. Ce qui me touche, même s'ils sont chahuteurs, c'est qu'ils sont très désireux d'apprendre et très respectueux, on sent chez eux une envie de s'impliquer et d'apprendre. Ils sont très attachants.

Quelles images, quels souvenirs vous ont le plus marquée depuis votre arrivée au Liban ?

Ma colocataire et moi avons été invitées dans une famille de réfugiés syriens : nous avons vécu là des moments forts, parmi des gens très accueillants. Il nous était difficile de communiquer du fait de l'obstacle de la langue… et pourtant, nos hôtes avaient tellement envie de nous accueillir ! Je me souviens d'une petite fille de douze ans qui a joué le rôle de la maîtresse de maison à notre arrivée, qui nous a servi le thé : elle était très touchante…

Une autre image qui me revient : celle d'une petite fille de maternelle, à l'école où je travaille. Une élève très agitée, qu'il faut tout le temps rappeler à l'ordre : nous savons qu'elle vient d'une famille nombreuse où elle n'a peut-être

pas toute l'attention dont elle aurait besoin. À la fin d'un cours, elle m'avait demandé de lui lire une histoire, dans un livre qu'elle avait avec elle : c'était « La petite marchande d'allumettes ». C'est une histoire triste ; on y parle de pauvreté, de froid, d'hiver, de mendicité… Je ne voulais pas lui lire la fin car elle est vraiment désolante. Et elle m'écoutait, très attentive… Je me suis demandée pourquoi cette petite fille voulait que je lui lise précisément ce livre. Je ne suis pas du tout sûre qu'un élève de son âge, dans une classe en France, aurait eu le même intérêt pour une telle histoire… Et elle a rapporté le même livre semaine après semaine. Elle voulait toujours que je le lui lise. Je me demandais quel écho cette histoire éveillait chez elle. J'étais très touchée de vivre ces moments-là avec elle.

J'ai aussi été frappée de la réaction des gens lors du séisme qui a frappé la Turquie et la Syrie. On l'a ressenti aussi au Liban, mais pas très violemment ; pourtant, il y a eu une forte émotion toute la semaine. Certains disaient que les secousses leur avaient rappelé l'explosion du port de Beyrouth. On sentait que c'était un moment qui ravivait pas mal de traumatismes. Et parmi les familles syriennes, beaucoup ont encore perdu des proches…

Solidarité chrétienne et appels à l'aide après les séismes en Turquie et Syrie

L'Action Chrétienne en Orient (ACO), proche partenaire

du Défap, relaie les demandes d’aide des Églises de Syrie et appelle aux dons après le double séisme qui a frappé, lundi 6 février, le Sud-Est de la Turquie et une large partie du Nord de la Syrie. D’autres organismes chrétiens de solidarité internationale sont également mobilisés sur le terrain. Le nombre de victimes augmente d’heure en heure, alors que le travail des sauveteurs est considérablement gêné par les répliques qui se poursuivent et par la baisse des températures.



Image des dégâts du séisme à Alep © Presbyterian Church of Aleppo

« Urgence Syrie » : faites un don

La première secousse a eu lieu dans la nuit du dimanche 5 au lundi 6 février 2023, à 4h17 du matin : d'une magnitude de 7,8, elle a frappé le Sud-Est de la Turquie et une large partie du Nord de la Syrie – une région très exposée aux tremblements de terre. Des dizaines de répliques ont suivi, avant un nouveau séisme de magnitude 7,5 qui s'est produit neuf heures plus tard sur une faille voisine. Ce double séisme est le plus important en Turquie depuis le tremblement de terre du 17 août 1999, qui avait causé la mort de 17.000 personnes. Le tremblement de terre a aussi été ressenti au Liban et à Chypre. Selon l'institut géologique danois, la secousse a été enregistrée jusqu'au Groenland.

En dépit de la mobilisation internationale pour acheminer des secours, le bilan est terrible et s'alourdit d'heure en heure : il était de 4.300 morts et 19.000 blessés pour la Turquie et la Syrie au matin du 7 février. Un très grand nombre de victimes restent piégées sous les décombres des bâtiments effondrés. La pluie et la neige, les répliques qui se poursuivent (elles pourraient durer plusieurs jours) et la baisse des températures compliquent énormément le travail des sauveteurs. La Turquie est le pays totalisant le plus grand nombre de victimes. Mais en Syrie, ce double séisme vient s'ajouter à une situation de guerre qui gêne les opérations de secours. Les derniers bilans disponibles dans ce pays étaient les suivants mardi matin : dans la partie de la Syrie contrôlée par les forces gouvernementales, 1.431 blessés et 711 morts dans les province d'Alep, Lattaquié, Hama, Tartous ; et dans les zones sous contrôle des rebelles, au moins 733 morts et plus de 2.100 blessés, selon les Casques blancs (volontaires de la protection civile).

Syrie : tout manque après 12 ans de guerre

C'est précisément en Syrie que l'Action Chrétienne en Orient (ACO), proche partenaire du Défap, est en lien avec des

communautés protestantes : le Synode Arabe (NESSL) et l'Union des Églises évangéliques arméniennes au Proche-Orient (UAECNE). Elle a lancé un appel aux dons, relayant la demande d'aide de ses deux Églises partenaires. « Les communautés et les écoles protestantes du Nord de la Syrie ont ouvert leurs locaux pour accueillir et aider des centaines de personnes en recherche de lieux sûrs et chauffés », indique le pasteur Mathieu Busch, directeur de l'ACO. « Les Églises demandent notre soutien dans les jours et les semaines à venir pour fournir de l'aide aux personnes dans le besoin : alimentation, eau potable, fuel pour produire de l'électricité et du chauffage, aide au logement. » Pour connaître les modalités de dons, en ligne ou par chèque, rendez-vous sur le site de l'ACO.



Hébergement d'urgence de familles privées de toit après le séisme © Aleppo College

« Cette nouvelle épreuve, rappelle le pasteur Mathieu Busch, survient dans un contexte économique et social désastreux lié à douze années de guerre (pénuries d'énergie, de carburant, d'eau courante, de moyens de chauffage) et en pleine saison hivernale (pluies et froid). Et tout en appelant aux dons, il souligne que « l'Action Chrétienne en Orient est en mesure de faire parvenir votre soutien rapidement à nos Églises sœurs ».

D'autres organismes chrétiens de solidarité internationale, membres notamment du collectif Asah (Association au Service de l'Action Humanitaire) dont fait partie le Défap, sont également mobilisés sur place. C'est le cas de Medair, spécialisé dans les actions d'urgence, qui intervient en Syrie, dans la région d'Alep. C'est le cas du SEL, via un partenaire local chrétien lié à l'Alliance Évangélique Libanaise. Le réseau international ADRA prépare également une aide d'urgence en Syrie, notamment de l'hébergement d'urgence.

Mathieu Bush : « Les nouvelles sont très difficiles »

« Les nouvelles de nos amis d'Alep sont très difficiles. Les répliques sismiques n'ont pas arrêté depuis la nuit dernière. Il pleut et fait très froid (et il y a peu de chauffage en raison des pénuries de fuel et d'électricité). La plupart des gens préfèrent ne pas dormir chez eux par peur d'un nouveau séisme d'ampleur et de l'effondrement possible de nouveaux immeubles. Beaucoup sont dans leurs voitures, d'autres dans des lieux publics, ou au rez-de-chaussée des habitations. Ainsi le pasteur Bchara et son épouse Houri sont réunis dans le bureau de l'Église du Christ avec une douzaine d'autres personnes qu'ils ont accueillies. Ils vont passer la nuit ensemble pour se soutenir et s'entraider, et vont peu dormir. »

« Nous les portons dans nos pensées et prières ainsi que toutes les populations et victimes de cette grande région touchée par le séisme en Turquie et en Syrie. À Alep même il y a parmi les victimes un prêtre catholique décédé sous les décombres de son logement. »

« Au Liban aussi beaucoup de personnes ont fortement ressenti le séisme et ses répliques et certains préfèrent dormir à l'extérieur, dans des stades ou autre… »

Bénin : décès de Nicodème Alagbada, ancien président de l’EPMB

Nicodème Alagbada, qui avait présidé l’Église protestante méthodiste du Bénin (EPMB) de 2010 à 2017, s’est éteint dans la nuit du dimanche 5 au lundi 6 février 2023. Il avait également dirigé l’organe transitoire mis en place par le président de la République Patrice Talon pour gérer la crise qu’avait traversée l’Église. Le chef de l’État béninois est allé présenter ses condoléances aux proches du disparu.



Nicodème Alagbada – archives © Défap

La disparition de Nicodème Ibiladé Alagbada, ancien président de l'Église protestante méthodiste du Bénin, a été annoncée ce lundi 6 février 2023. Il est décédé à Yaoundé, au Cameroun, où il dirigeait les éditions CLÉ depuis son départ de la tête de l'EPMB. Il avait été hospitalisé après s'être plaint de maux de tête et de fatigue, avant de succomber à l'hôpital militaire de Yaoundé en cours de nuit.

Quelques heures après l'annonce de ce décès, le président de la République béninoise, Patrice Talon, s'est rendu chez le défunt en compagnie d'un autre ancien président de l'EPMB, Simon Kossi Dossou ; tous deux ont présenté leurs condoléances aux proches du disparu et à l'Église.

Patrice Talon et Nicodème Alagbada avaient tous deux joué un rôle important dans la réunification de l'EPMB, victime d'une

grave crise qui avait abouti à 19 ans de division de fait, de 1998 à 2017. Nicodème Alagbada avait été président de l'aile EPMB Synode, qui s'opposait à l'EPMB Conférence durant la phase aiguë de cette crise ; il avait ensuite présidé l'OTG (Organe transitoire de gestion) mis en place sous la médiation du président Patrice Talon, qui avait permis de ramener la paix au sein de l'Église. Cette réconciliation avait été célébrée lors d'un synode général au cours de l'été 2017, qui avait vu l'élection de l'actuel président de l'EPMB : le pasteur Kponjesu Amos Hounsa.

Nicodème Alagbada était né le 10 mai 1959 à Takon (Sakété). Il était entré au ministère pastoral en 1988. Il avait également été maître de Conférences de la Faculté de Théologie et Sciences religieuses de l'Université protestante d'Afrique de l'ouest (UPAO) de Porto-Novo et président du conseil d'administration de l'Université protestante d'Afrique centrale (UPAC) de Yaoundé.

Le Bénin est un pays où le Défap suit depuis longtemps des projets en lien avec l'EPMB, une Église qui revendique 90 000 membres répartis dans 420 paroisses, desservies par 72 pasteurs, et qui a lancé dès le début de 2022 les festivités des 180 ans de son implantation dans ce pays.

Courrier de mission : Être témoin de paix en Israël et Palestine

Pour ce mois de janvier 2023, Marion Rouillard a reçu

Marilyn, une volontaire du programme EAPPI, dans l'émission « Courrier de mission – le Défap ». Après trois mois de présence au Proche-Orient, elle témoigne de sa mission : « accompagner les populations les plus fragiles, les plus exposées à la colonisation, à l'occupation militaire et aux violations des droits de l'homme ». Les volontaires du programme EAPPI, mis en place en 2022 par le Conseil œcuménique des Églises, viennent d'une vingtaine de pays ; en France, leur suivi administratif est assuré par le Défap. Décrire à leur retour ce qu'ils ont vécu, à travers des lettres ou des cycles de conférences, fait partie de leur engagement.



Vue du camp de bédouins de Khan Al Ahmar © EAPPI

L'arbitraire et les humiliations auxquels sont soumis les Palestiniens qui doivent quotidiennement franchir des « checkpoints » tenus par l'armée israélienne afin d'aller travailler ; le récit d'une audience devant un tribunal

militaire… Marilyn a passé trois mois en Palestine dans le cadre du programme EAPPI et, en ce mois de janvier 2023, elle témoigne au micro de Marion Rouillard. Ce programme vise à accompagner les Palestiniens et les Israéliens dans leurs actions non violentes et leurs efforts concertés en vue de mettre fin à l'occupation. Les participants suivent et rapportent les violations des droits de la personne et du droit international humanitaire, soutiennent les actes de résistance non violente aux côtés des Palestiniens chrétiens et musulmans locaux et des militants pacifistes israéliens, offrent une protection par leur présence non violente, mènent une action de promotion au niveau politique et, de manière générale, manifestent leur solidarité aux Églises et à tous ceux qui luttent contre l'occupation. EAPPI cherche aussi à fournir des informations fiables et à jour sur la situation d'occupation.

L'envoi d'observateurs œcuméniques dans le cadre d'EAPPI a repris en 2022 après deux ans d'arrêt notamment pour cause de pandémie de Covid-19. Ce programme du COE (Conseil œcuménique des Églises), dont le nom complet est Ecumenical accompaniement program in Palestine and Israel, est soutenu par le protestantisme français depuis ses origines en 2002. En France, le suivi administratif des volontaires qui y prennent part est assuré par le Défap.

EAPPI : le témoignage de Marilyn au micro de Marion Rouillard

Courrier de Mission – le Défap

Émission du 25 janvier 2023 sur Fréquence Protestante

Comme le décrit Marilyn, les participants de ce programme, qui viennent d'une vingtaine de pays et sont présents trois mois sur place, « accompagnent les populations les plus fragiles exposées à la colonisation, à l'occupation militaire et aux

violations des droits de l'homme ». Les « checkpoints » sont un des lieux emblématiques où sont déployés les observateurs d'EAPPI. Des milliers de Palestiniens, habitant en Cisjordanie et rejoignant leur lieu de travail en territoire israélien, doivent y patienter des heures chaque jour, dans des conditions pénibles ; et leur passage peut être à tout moment refusé sans raison valable. La présence de témoins étrangers ne change guère les relations entre Palestiniens et soldats israéliens : « Nous sommes tolérés », admet Marilyn. « Je ne crois pas que notre présence soit tellement dissuasive » face aux violations de droits. Toutefois, « elle aide les Palestiniens. Ils savent qu'ils peuvent avoir auprès de nous une écoute bienveillante ». Surtout, les observateurs œcuméniques témoignent dans leurs rapports de ce qu'ils peuvent voir au quotidien.

« Nous avons deux missions, souligne Marilyn : observer les événements vécus et envoyer des rapports quotidiens aux grandes ONG de défense des droits de l'homme, à l'Onu, à l'équipe locale à Jérusalem qui est sur place et nous accompagne. » Les passerelles avec les ONG locales sont importantes : « nous sommes tenus de rencontrer régulièrement des associations palestiniennes et israéliennes de défense des droits de l'homme », souligne Marilyn. Pas question en revanche d'intervenir directement, d'entrer en dialogue avec les soldats israéliens pour comprendre les raisons qui les poussent à refouler telle personne au checkpoint… Et c'est l'un des aspects les plus difficiles de ce type de mission. Marilyn évoque le cas d'une jeune femme dont le passage a été refoulé à Bethléem au « checkpoint 300 » : « elle avait toutes les autorisations, une pièce d'identité, des documents médicaux qui précisaient les raisons de sa visite… Elle a été refoulée alors qu'elle devait aller voir son enfant hospitalisé en cancérologie. Elle nous a dit qu'elle réessaierait plus tard, au bout de quelques heures, quand les soldats qui l'avaient refoulée ne seraient plus là… »



L’une des missions des accompagnateurs œcuméniques : assurer une présence et témoigner au niveau des checkpoints tenus par l’armée israélienne. Ici, celui de Kalendia © EAPPI

Au cours de cette même mission, Marilyn, en compagnie d’autres observateurs œcuméniques, a eu aussi « le privilège d’assister à une audience du tribunal militaire israélien » qui juge les Palestiniens soupçonnés de violences. Une présence très encadrée : « pas le droit de prendre de photos, les passeports devaient être laissés à l’entrée ; on avait le droit de prendre des notes ». Pas moins de « douze jeunes Palestiniens » devaient y être jugés ; ils avaient « entre 16 et 22 ans ». Au cours de cette audience, « les avocats avaient trois minutes pour défendre chaque jeune. Parfois, ils n’avaient même pas eu accès au dossier de leur client ».

Ce dont témoigne aussi Marilyn, habituée de la région, où elle vient régulièrement depuis 2003, c’est du durcissement des relations entre Israéliens et Palestiniens : « Les choses se sont vraiment dégradées. La colonisation a fait beaucoup de dégâts, l’occupation militaire aussi ». Au point de se demander à quoi pourrait ressembler la paix aujourd’hui… « Mais si on n’a pas cet espoir, autant rester au lit ! » Après cette expérience, Marilyn envisage d’ailleurs de

repartir dans le cadre de ce programme : « C’est mon vœu le plus cher. C’est un programme magnifique qui mérite d’être mieux connu. J’encourage toutes les personnes éprises de justice et de paix d’aller à la rencontre », non seulement des Palestiniens, mais aussi « des associations israéliennes, au sein desquelles il y a des gens magnifiques qui œuvrent aussi ». Et de souligner, en conclusion, que « l’office de Jérusalem attend des Français. »

Depuis le lancement du programme EAPPI, les Églises membres du COE ont recruté plus de 2000 accompagnateurs et accompagnatrices bénévoles, pour des missions de trois mois dans les six lieux d’engagement en Cisjordanie. Le programme assure ainsi la présence continue de 25 à 30 accompagnateurs et accompagnatrices œcuméniques, soutenus par l’équipe de Jérusalem. Un Groupe de référence local représentant les communautés et Églises qui ont demandé à bénéficier du programme contribue à l’orientation de ce dernier, avec l’équipe du COE à Genève et les coordinatrices et coordinateurs nationaux dans les pays d’envoi. Dans le cadre de ce programme, EAPPI-France s’est fixé comme objectif d’envoyer au moins un ou deux volontaires par an.

Courrier de mission : neuf actions pour faire revivre Bangui

Né en République centrafricaine et ayant fait ses études de théologie à la Fateb, la Faculté de théologie

évangélique de Bangui, avant de devenir boursier du Défap, Rodolphe Gozegba est désormais engagé dans un projet visant à améliorer les conditions de vie de la capitale de son pays, Bangui. Une capitale fragile et qui a frôlé la famine : c'est à ce premier problème que s'est attaquée l'association qu'il a fondée, A9. Mais au-delà, les objectifs sont plus ambitieux et vont de la création d'un réseau d'assistance psycho-sociale à la sensibilisation de la population à la question de l'environnement, en passant par la promotion du vivre-ensemble. Des objectifs que Rodolphe Gozegba a eu l'occasion de détailler au micro de Marion Rouillard, dont il était était l'invité fin novembre pour l'émission « Courrier de mission – le Défap ».



Rodolphe Gozegba détaillant les projets de l'association A9 lors d'une visite en France © DR

En République centrafricaine, les maux sont multiples et s'enchevêtrent. Le pays voit se succéder les épisodes de guerre plus ou moins ouverte depuis son indépendance ; le dernier conflit en date, la troisième guerre civile centrafricaine, s'est développé au cours de l'année 2013. Il a vu s'opposer les milices de la Seleka, à majorité musulmanes

et fidèles au président Djotodia, à des groupes d'auto-défense chrétiens et animistes, les anti-balaka, fidèles à l'ancien président François Bozizé. Une guerre qui s'est traduite par des exactions sans nombre contre les civils et qui a laissé le pays déchiré et détruit. Depuis lors, la situation politique est d'une extrême instabilité, entre un gouvernement qui peine à faire reconnaître son autorité hors des limites de la capitale et des groupes armés qui revendiquent une légitimité politique. L'Accord Politique pour la Paix et la Réconciliation (APPR-RCA), signé en février 2019 avec 14 groupes armés, continue de servir de feuille de route pour la recherche de la paix et de la stabilité à long terme, même après le retrait des groupes armés liés à la Coalition des patriotes pour le changement (CPC) en décembre 2020. La MINUSCA, force de maintien de la paix de l'ONU composée de plus de 15 000 hommes, reste présente dans le pays depuis 2014. Conséquence de cette instabilité récurrente, la RCA se classe au bas des indices du capital humain et du développement humain, à la 188ème place sur 189. Or parallèlement, le pays est très fragile face aux effets du changement climatique et voit se multiplier les événements climatiques extrêmes : en 2019 par exemple, de fortes inondations à Bangui ont forcé des dizaines de milliers de personnes à quitter leur domicile. Pendant que la diminution des ressources en eau et en pâturages dans les régions du Sahel et du lac Tchad provoque l'arrivée de nombreux éleveurs avec leurs troupeaux, ce qui crée aussi des tensions entre agriculteurs et éleveurs.

Lorsqu'il est venu en France depuis Bangui pour poursuivre des recherches en bénéficiant d'une bourse du Défap, Rodolphe Gozegba-de-Bombémbé avait déjà fait plusieurs années d'études à la Fateb, la Faculté de théologie évangélique de Bangui ; en se plongeant dans la pensée de Jürgen Moltmann, il a rapidement fait un parallèle entre cette théologie de l'espérance et des recommencements, et sa quête d'un espoir face aux maux affligeant son pays. Après avoir soutenu sa

thèse de doctorat le 10 décembre 2020 à l'Institut protestant de théologie de Paris, Rodolphe Gozegba s'est lancé dans un projet concret pour aider ses compatriotes à Bangui. « En tant que théologien, ayant travaillé sur la théologie de Moltmann, qui place l'humain au cœur de toutes préoccupations, j'ai approché certains amis, et nous avons créé A9 », explique-t-il aujourd'hui au micro de Marion Rouillard.

Entretien avec Rodolphe Gozegba sur l'association A9, émission présentée par Marion Rouillard

Courrier de Mission – le Défap

Émission du 23 novembre 2022 sur Fréquence Protestante

A9 : une association qui a pour but d'intervenir, non pas dans un seul domaine, mais de manière globale, face à tous les maux de la société centrafricaine. Et avec, dès l'origine, une sensibilité particulière à l'environnement, un aspect le plus souvent négligé dans un pays où la paix reste encore à construire. Parmi les facteurs qui ont le plus contribué à le pousser à créer cette structure, Rodolphe Gozegba cite « l'insécurité alimentaire, les effets du réchauffement climatique, les conséquences de la crise inter-communautaire de 2013 ». Sa toute première action aurait dû être la lutte contre les déchets plastiques, qui, explique Rodolphe Gozegba, « constituent une véritable menace pour la nature et pour la santé publique ». Mais au moment de lancer le projet, « il y a eu une attaque de la capitale par les rebelles, qui ont coupé les routes d'approvisionnement ; Bangui s'est retrouvée asphyxiée ; il fallait alors un plan d'urgence alimentaire. C'est ainsi que nous avons proposé le projet : Nourris ta ville en 90 jours ». Il s'agissait d'aider les habitants de la capitale à améliorer leur autonomie alimentaire, en cultivant de nombreuses parcelles inexploitées à Bangui. Un projet qui a

reçu le soutien du Défap et de l'UEPAL, et qui a déjà donné sur place des résultats très encourageants.

Mais pourquoi ce nom : A9 ? Il s'agissait, pour Rodolphe Gozegba et la douzaine d'amis avec lesquels il a créé cette association, de faire référence à un symbole fort de la République centrafricaine en lien avec leurs préoccupations, notamment environnementales. « On s'était rendu compte que le seul article de la Constitution centrafricaine qui abordait les questions liées à l'environnement, c'était l'article 9. » Dès lors, le nom de l'association était tout trouvé : A9. Mais les fondateurs de la jeune association devaient bientôt s'apercevoir qu'en 2016, la présidente de transition, Catherine Samba-Panza, avait modifié la Constitution ; et que l'article 9 s'était alors retrouvé placé à la 11ème place… Or le nom de l'association était choisi, et « A11 » sonnait beaucoup moins bien que « A9 » … Rodolphe Gozegba et ses amis devaient alors se livrer à une relecture en profondeur de cet article pour en dégager neuf actions, lesquelles constituent désormais les axes du programme de travail de l'association :

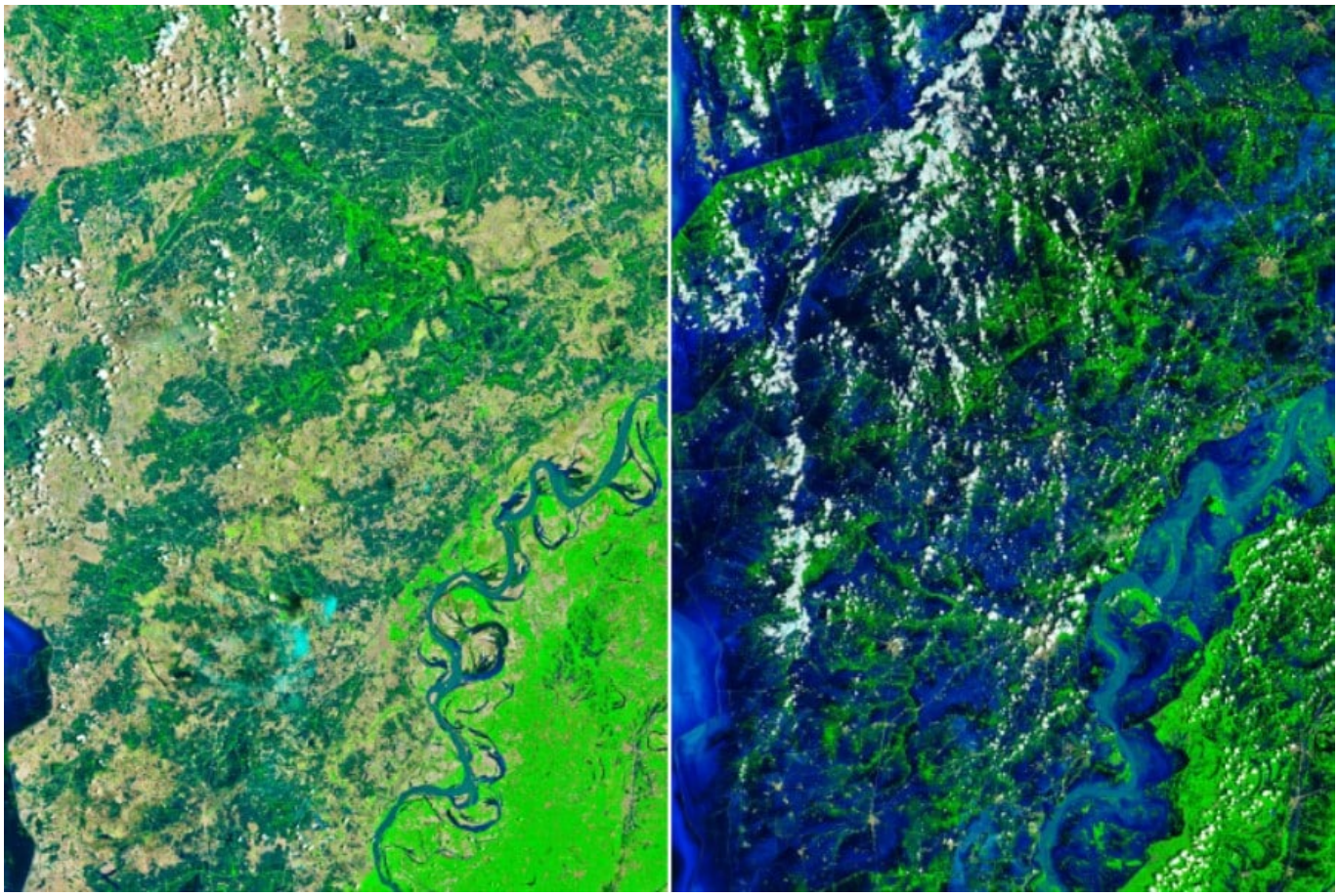
- l'agriculture urbaine et périurbaine
- la sensibilisation de la population et des instances politiques à la question de l'environnement
- la préservation de la nature
- le reboisement de la ville
- la promotion de l'égalité hommes-femmes en luttant contre les violences faites aux femmes
- la cohésion sociale et la promotion du vivre-ensemble
- la préservation de la nature : cours d'eau, sources et brousse
- la création d'un système de collecte d'ordures et de recyclage
- la promotion des soins de santé physique et sociale, la création d'un réseau d'assistance psycho-sociale, notamment pour faire face aux conséquences des traumatismes subis par la population après des années de

guerre plus ou moins ouverte, plus ou moins larvée.

Après la création de jardins potagers à Bangui pour améliorer l'autonomie alimentaire des habitants, A9 a lancé en juin 2022 la deuxième action visant à participer activement au rétablissement de la cohésion sociale. Elle veut désormais lancer une formation d'éducation au dialogue interreligieux et interculturel, débouchant sur un Certificat de compétence en Dialogue interculturel et interreligieux. Les besoins sont immenses, mais les idées ne manquent pas ; les bonnes volontés non plus.

COP 27 : comment les Églises s'engagent

Alors que la 27ème Conférence des Parties s'est tenue en novembre en Égypte, événements climatiques extrêmes et rapports d'experts se conjuguent pour appeler les décideurs mondiaux à faire davantage pour sauvegarder les conditions de vie sur notre planète. Aux côtés des ONG et des militants pour l'environnement, les chrétiens s'engagent aussi. En France, le milieu des Églises protestantes témoigne d'une claire conscience des enjeux et des défis de la sauvegarde de la création. Un mouvement dans lequel s'inscrit pleinement le Défap.



Les inondations au Pakistan vues depuis l'espace : à gauche, photo satellite du 4 août 2022 ; à droite, photo satellite prise le 18 août montrant les zones inondées © Nasa

Le changement climatique n'est plus une menace lointaine : nous en avons désormais les effets tous les jours sous les yeux. Des effets redoutables, qui se traduisent par des destructions et des pertes de vies humaines touchant principalement les pays du Sud. C'est ce constat, fait dès l'ouverture de la COP 27 le dimanche 6 novembre 2022 à Charm el-Cheikh, en Égypte, qui a conduit ces pays à réclamer des dédommagements financiers. Cette question délicate des « pertes et dommages » a été officiellement ajoutée à l'ordre du jour lors de la cérémonie d'ouverture, alors qu'elle ne devait jusqu'alors faire l'objet que d'un « dialogue », prévu jusqu'en 2024.

L'image d'ouverture de cet article résume à elle seule cet enjeu : elle montre les effets des inondations catastrophiques qui ont frappé le Pakistan au cours des mois précédant cette

27ème Conférence des Parties, qui a regroupé les États signataires de la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) adoptée lors du Sommet de la Terre de Rio en 1992. Depuis la mi-juin 2022, le Pakistan a été touché par des pluies de mousson hors-normes qui ont provoqué les pires crues dans le pays en une décennie. Selon l'Autorité nationale de gestion des catastrophes du Pakistan, les inondations ont touché plus de 33 millions de personnes et détruit ou endommagé plus d'un million de maisons. Au moins 1100 personnes ont été tuées par les eaux qui ont submergé des dizaines de milliers de kilomètres carrés du pays.

Ce que l'on prévoit, ce que l'on observe

Mais ce n'est que l'un des événements les plus dramatiques d'une année 2022 qui a vu se multiplier les anomalies climatiques, comme les canicules répétées en Europe accompagnées d'incendies hors-normes, ou la sécheresse extrême qui frappe la Corne de l'Afrique. Un rapport de l'Organisation météorologique mondiale (OMM) publié à l'ouverture de la COP 27 constitue un nouveau signal d'alerte : si les projections pour cette année se confirment, les huit années de 2015 à 2022 seront les plus chaudes jamais enregistrées. Il vient s'ajouter au dernier rapport du Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE), qui souligne que la fenêtre d'action pour limiter la hausse globale des températures est en train de se refermer. Les politiques publiques mises en œuvre par les États depuis la COP 26 – qui s'est tenue en 2021 à Glasgow, au Royaume-Uni – se traduisent aujourd'hui par une différence négligeable en ce qui concerne les émissions de gaz à effet de serre jusqu'alors prévues pour 2030. Ce qui est très insuffisant pour atteindre l'objectif de l'Accord de Paris de limiter le réchauffement climatique bien en-dessous de 2°C. Sans un changement majeur, la température moyenne du globe devrait augmenter de 2,8°C d'ici la fin du siècle. Et même si les engagements déjà pris au niveau international étaient effectivement tenus – ce qui est loin d'être le cas –

la hausse de température atteindrait entre 2,4 et 2,6 °C.

La fiabilité de ces prévisions est largement reconnue dans le milieu scientifique. Certes, il ne s'agit que de prévisions. Mais ce que l'on peut d'ores et déjà observer aujourd'hui va dans le même sens. Comme ce que montre cette animation :

Une Terre bleue, où des bouffées de chaleur apparaissent parfois en jaune ou rouge : une Terre qui, au fil du temps et des années, vire peu à peu à un bleu plus pâle, puis à une couleur dorée presque uniforme… Et bientôt, la couleur dominante vire au cuivre. Ce pourrait être un cauchemar de science-fiction. Ce n'est qu'une des multiples animations disponibles aujourd'hui et qui transcrivent sous forme de graphiques ou de mises en images frappantes les résultats d'études scientifiques sur l'évolution du climat. Celle-ci fait partie d'un ensemble de vidéos mises en ligne par la Nasa sur **sa page Youtube consacrée au climat**, et qui ont toutes pour but de synthétiser les observations réalisées dans de multiples domaines et de multiples régions sur les changements climatiques. Il ne s'agit en rien d'une projection, qui pourrait présenter une vision catastrophiste d'un futur

lointain : c'est tout simplement la compilation de données recueillies entre les années 1880 et 2017 sur les anomalies de températures observées dans le monde.

Quand les Églises appellent à une « conversion » écologique

Alors que les conséquences des changements climatiques, mais aussi de la déforestation et de l'épuisement des ressources naturelles font peser des menaces sur l'avenir de toute l'humanité, et notamment des plus fragiles, les questions environnementales ne sont plus du seul ressort des spécialistes ou des militants écologistes. Les humanitaires s'y sont mis aussi. Les Églises se sont également saisies de la question, aux côtés de nombreux mouvements citoyens. Une préoccupation visible depuis longtemps au niveau international : dès 1983, la Déclaration œcuménique de Vancouver avait souligné les liens existant entre justice, paix et sauvegarde de la création. Au niveau français, à l'approche de la COP 27, le Conseil d'Églises chrétiennes en France (CECEF) a diffusé une adresse œcuménique appelant le président Macron à « une vraie « conversion » écologique ». L'Église Protestante Unie de France avait pour sa part pris comme thème principal de son synode national en 2021 : « Écologie : quelle(s) conversions » ; et à l'issue de ses travaux, le Synode avait diffusé un texte constituant une prise de position publique à l'adresse non seulement de ses membres et des paroisses, mais aussi de la société dans son ensemble et des décideurs, appelant à des actions urgentes en faveur de la sauvegarde de la création.

Depuis 2015, la Fédération Protestante de France a mis en place une démarche de plaidoyer et a créé une **commission Écologie et Justice climatique**, présidée par **Martin Kopp**. Le **Défi Michée** porte quant à lui des appels très concrets liant écologie et justice sociale. On peut citer encore le mouvement **Chrétiens unis pour la terre**, ou la démarche initiée par le label « **Église verte**« .

Au Défap, des préoccupations très concrètes

Sauvegarde de la création : comment le Défap s'implique (en vidéo)

Quand elles ne militent pas directement en faveur du climat, les Églises, notamment protestantes, manifestent aussi bien souvent, à travers leurs activités, leurs projets, des préoccupations fortes concernant la sauvegarde de la création. La conscience des gestes quotidiens ou des actions de solidarité à lancer pour aider à sauvegarder la création, ou pour plus de justice climatique, est bien présente à travers de multiples initiatives. Comme le soulignait en 2007 le sociologue Claude Dargent dans un article de La Croix (Ce que l'écologie française doit au protestantisme), « les protestants sont deux fois plus nombreux que les Français pris dans leur ensemble à être membres d'une association environnementale ou à être prêts à s'y engager ». Les mouvements écologistes français sont aussi redevables à l'héritage de grandes figures intellectuelles et militantes comme Jacques Ellul et Joseph Charbonneau.

Le Défap agit pour sa part dans le domaine de l'écologie comme il le fait pour beaucoup d'autres thématiques : en réseau, et d'une manière essentiellement concrète, la réflexion étant indissociable de l'action. Il faut ainsi souligner que le Défap est en lien, en réseau avec de nombreuses Églises du Sud (Afrique ou Océan Indien) ; et que dans ces pays, les Églises ont un rôle social qui va très au-delà de celui généralement admis pour les Églises en France. Elles ont leurs écoles, leurs hôpitaux, leurs projets… et occupent des rôles dans la société qui, dans notre pays, reviendraient plutôt au milieu associatif. Les Églises sont donc directement en prise avec les problèmes les plus criants de la société ; et dans de nombreux pays du Sud, les défis climatiques sont déjà un problème majeur. De par ces relations, le Défap a été logiquement amené à soutenir des réflexions et des projets directement en prise avec les questions environnementales. Ce sont quelques-uns de ces projets que vous avez pu découvrir sur notre site à l'occasion de la COP 27.